

Le cri d'alerte des architectes et des ingénieurs-conseils

LUXEMBOURG - L'Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils déplore une dégradation de la situation économique, actuelle et à venir, de ses membres.



233

17

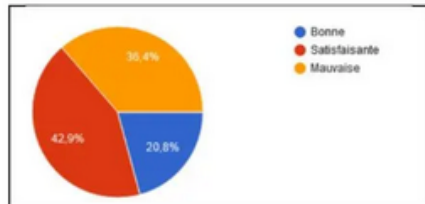
137



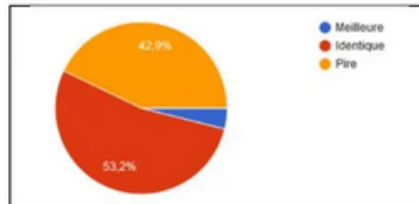
Stocksnap

«Notre situation économique actuelle et à venir se dégrade», alerte ce vendredi l'Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils (OAI). L'organisme qui représente 790 bureaux (5 758 personnes employées) a réalisé une enquête de conjoncture auprès de ses membres.

On y apprend que 43% des bureaux considèrent leur situation économique encore satisfaisante, contre 55% en février 2023. Par contre, 36% estiment leur situation mauvaise (contre 21% en février 2023). En outre, 65% des bureaux ont gardé leur effectif dans les douze derniers mois, et 17% ont dû licencier du personnel. Dans les douze prochains mois, 12% des bureaux pensent recruter du personnel (contre 20% en février 2023), et 66% conserver leur effectif actuel (contre 73% en février 2023).



Comment jugez-vous la situation économique de votre bureau actuellement ?



Selon vous la situation dans 6 mois sera

OAI

De plus, 51% des bureaux indiquent que leur carnet de commande est seulement rempli pour moins de 6 mois (48% en février 2023). Aussi, 60% des bureaux estiment que les liquidités dont ils disposent ne leur permettront de tenir que moins de 3 mois (55% en février 2023). Enfin, 26% des bureaux constatent une stagnation de leur marge bénéficiaire (42% en février 2023), et 61% une diminution (36% en février 2023).

Ces indicateurs en berne «soulignent l'importance d'une réaction très forte et très rapide du secteur public pour redonner confiance à tous les acteurs, par exemple par la mise en place à très court terme d'un cadre propice aux investissements publics et privés», estime l'OAI.

Il demande aussi au futur exécutif de prévoir des aides spécifiques ou au moins que les membres OAI puissent bénéficier des dispositifs déjà en place (plan d'action national en faveur des PME, chômage technique, prêts SNCI...) «afin d'éviter un effondrement de l'ensemble du secteur».

Les chiffres clés de l'OAI

